

## Propos liminaire UNSA-CCI

CPN du 16 octobre 2018

Monsieur le Président de la CPN,

Messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs,

Une nouvelle fois, nous nous interrogeons sur le sens à donner à cette Commission Paritaire Nationale, mascarade de dialogue social tant avec nos interlocuteurs élus de CCI qu'avec notre Tutelle.

Aujourd'hui, un peu moins de 18.000 salariés sont toujours en attente du jugement de l'Etat sur l'utilité de leur travail au quotidien auprès des entreprises de l'ensemble du territoire. Un peu moins de 18.000 puisque malheureusement, le couperet tombe. Des Régions ont commencé à supprimer des postes (121 en Hauts de France sur 980 salariés, par dizaines en Occitanie et en Nouvelle Aquitaine...). La solidarité régionale a-t-elle été sollicitée avant de prendre une décision aussi violente ? Des économies structurelles ont-elles été faites ou ne serait-ce qu'envisagées ? Les élus n'ont-ils pas été « un peu » vite en besogne dans la mesure où on ne sait même pas quels postes seront financés par la TFC ?

Les Députés travaillent, certains contre nous et dans l'indifférence totale. L'image que certains ont des CCI fait peur et nous permet de comprendre pourquoi ils « veulent notre peau ». La gouvernance et la mauvaise gestion est dans l'esprit de beaucoup. Quelles actions de lobbying menez-vous ? Le spectacle que vous donnez est affligeant et ne défend pas la cause des CCI. Elle la dessert. Entendez-vous les CMA parler de 123 voix ? Quelle confiance pouvons-nous avoir en vous qui êtes censés défendre notre institution et les compétences qu'elle abrite ?

Messieurs les Présidents, êtes-vous inconscients, irresponsables ? Par les agissements de certains, le réseau est entraîné dans un bras de fer contre l'Etat. Vous n'avez pas su mettre à temps vos égos en sourdine pour entendre et mettre en place ce que l'Etat vous demande, depuis 2010. Ce sont les salariés qui seront les grands perdants.

Certain élus et DG continuent à gérer n'importe comment : recrutement de DG dans des « micro CCI », sauvegarde de leur pré carré à toute force, au mépris de l'intérêt général, licenciements (dont quelques-uns, de toute évidence par copinage ?) de personnes à quelques trimestres de la retraite, ... Quelle gabegie.

Quant au bénévolat des Présidents... nous savons que quelques-uns d'entre vous ne sont pas si bénévoles que ça... A quand leurs indemnités de mandat et les frais de fonctionnement remis sur la table pour sauver des emplois ? Avez-vous encore l'envie et l'énergie, Messieurs les Présidents, de vous ressaisir, comme vous le feriez dans votre propre entreprise et bien que l'Etat, en nous obligeant à la frugalité et à la créativité, casse quelque peu le « jouet » qui pourtant a duré dans le temps...

Les informations que nous recevons, de manière indirecte (ce qui prouve bien que vous ne nous considérez pas comme de vrais partenaires sociaux), montrent que les évolutions introduites par la

loi PACTE et la Loi de Finances vont impacter les salariés que nous représentons alors que DG et élus ne sont toujours pas impactés.

Des salariés de CCI qui pourtant sont fiers du métier qu'ils exercent et de leur utilité pour les entreprises qu'ils servent. Comment pouvez-vous remettre en cause et détruire tout le travail de terrain de ces 18.000 salariés de CCI ?

Et vous, bougez-vous ? Le rôle des CCI est désormais celui d'un partenaire expert et multi-métiers : formation aux compétences de demain en lien avec les branches, service aux entreprises à exercer de manière plus concurrentielle, ingénierie territoriale, conseil aux collectivités exerçant la compétence de développement économique.

Cette CPN qui n'a de paritaire que son nom... Nous vous demandons, Monsieur le Président, d'y remettre de l'ordre. Les conseillers techniques du collège employeur ne sont pas là pour mener les débats. C'est pourtant ce que l'on constate depuis longtemps et nous en avons assez. Nous venons en CPN pour négocier avec les **Présidents** de CCI.

Allons-nous, aujourd'hui, être écoutés, entendus, ou une fois encore, allez-vous « jouer » avec nous ? L'heure n'est pourtant plus au jeu.

Messieurs les Présidents, l'UNSA-CCI vous demande de réagir rapidement, de transformer le réseau, sa gouvernance, ses missions. Bref, nous, salariés, voulons construire ensemble la CCI de demain. Nous voulons croire que c'est encore possible, pour sauver des emplois et notre institution